

Gelet op het gunstig advies van de Algemene Inspectiedienst, uitgebracht op 10 februari 2011;
Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap erkent het onderwijs verstrekt door de « British Junior Academy of Brussels », gevestigd Sint-Michielslaan 83, te 1040 Brussel, om te kunnen voldoen aan de leerplicht.

Art. 2. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 1285

[C - 2011/29277]

31 MARS 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère). — Orientation santé mentale et psychiatrie

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 49, 57 et 66;

Vu la Directive 77/452/CEE du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres d'infirmier responsable des soins généraux et comportant des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et de la libre prestation des services, telle que modifiée;

Vu la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, telle que modifiée;

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées le 31 décembre 1949, telles que modifiées, notamment l'article 6bis;

Vu le décret du 2 avril 1996 modifiant la législation de l'enseignement, tel que modifié;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 1957 portant coordination des lois du 29 juillet 1953 et du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique tel que modifié;

Vu l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier ou d'infirmière et de l'exercice de la profession, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 1965 fixant le programme des examens pour l'obtention du brevet d'infirmier et d'infirmière;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure de l'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, tel que modifié;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - orientation santé mentale et psychiatrie, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié;

Vu la proposition formulée par Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire à la suite de sa réunion du 17 juin 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} février 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 février 2011;

Vu les protocoles de négociation du 28 février 2011 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 28 février 2011 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 49.412/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 mars 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, de lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section « soins infirmiers », en concordance avec la Directive européenne 2005/36/CE précitée, dans le cadre de la mise en demeure complémentaire; infraction n° 2008/2118, relative au non-respect du droit communautaire en ce qui concerne les infirmiers responsables en soins généraux;

Considérant que les arrêtés royaux du 12 janvier 2006 fixant les modalités d'enregistrement comme aide-soignant et fixant les activités infirmières qui peuvent être effectuées par des aides soignants et les conditions dans lesquelles ces aides-soignants peuvent poser ces actes, ont induit, dans l'enseignement de promotion sociale, la transformation de la section « Auxiliaire polyvalente des services à domicile et en collectivité » en deux nouvelles sections, « Aide familial » et « Aide soignant » appelées à la remplacer comme condition d'accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) orientation santé mentale et psychiatrie;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 9^e tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995, les termes « et la Directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 » sont ajoutés entre les termes « 1977 » et « pendant ».

Art. 2. Dans le même article, il est ajouté entre les 9^e et 10^e tirets de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 : « - enseignement théorique et pratique : périodes de formation suivies par l'étudiant au sein de l'établissement scolaire pour acquérir les connaissances, la compréhension et les compétences nécessaires pour organiser, dispenser et évaluer les soins globaux de santé comme stipulé dans l'article 31, 4, de la Directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 ».

Art. 3. A l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995, les termes « trente-six périodes » sont remplacés par les termes « trente-huit périodes et demie ».

Art. 4. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995, il est ajouté un § 3^{bis}, rédigé comme suit : « La réalisation encadrée des rapports de stages telle que prévue à l'article 10 du présent arrêté constitue un volume de prestations équivalent à une période et demie par semaine. L'enseignement clinique représente donc 2420 périodes d'enseignement ».

Art. 5. Le § 4 de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 est supprimé et remplacé par : « Dans les écoles, la formation comporte 2.080 périodes d'enseignement théorique et pratique. La réalisation encadrée d'un travail de synthèse tel que prévu à l'article 11, § 2, du présent arrêté constitue un volume de prestations évalué à une période par semaine. L'enseignement théorique et pratique au sein de l'école représente donc 2 200 périodes d'enseignement, réparties comme suit :

	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
Sciences infirmières	480	360	320
Sciences fondamentales	160	200	120
Sciences sociales	40	40	40
Au choix de l'établissement	120	80	120
Méthodologie, travaux personnels et recherche	40	40	40
TOTAL	840	720	640

Art. 6. L'article 4, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995, est complété par les points *h*) et *i*) rédigés comme suit :

« *h*) Certificat de qualification d'aide soignant de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide-soignant » délivré à l'issue d'une 7^e professionnelle « aide-soignant » subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes;

i) Certificat de qualification d'aide familial de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide familial » délivré à l'issue d'une 6^{ème} professionnelle « aide familial » subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes ».

Art. 7. Hormis l'article 6 qui produit ses effets à la date du 1^{er} septembre 2010, le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} septembre 2011.

Art. 8. La Ministre de la Santé et la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mars 2011.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1285

[C — 2011/29277]

31 MAART 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het verdrag tot instelling van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en bekrachtigd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 49, 57 en 66;

Gelet op de Richtlijn 77/452/EG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 27 juni 1977 tot wederzijdse erkenning van de bekwaamheidsbewijzen van verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging, en tot vergemakkelijking van de werkelijke uitoefening van het vestigingsrecht en van de vrije verstrekking van diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, zoals gewijzigd;

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 6bis;

Gelet op het decreet van 2 april 1996 tot wijziging van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 1957 houdende coördinatie van de wetten van 29 juli 1953 en 27 juli 1955 op het technisch onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximumaantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs en van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 1960 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van verpleger of verpleegster wordt toegekend en van de beroepsuitoefening, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 1965 tot vaststelling van het programma van de examens voor het bekomen van het brevet van verpleger of verpleegster;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en getuigschriften, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd;

Gelet op het voorstel gemaakt door de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs ingevolge de vergadering van 17 juni 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 februari 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 februari 2011;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 28 februari 2011 van het onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het overlegprotocol van 28 februari 2011 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de door de Regering erkende gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het advies nr. 49.412/2 van de Raad van State, gegeven op 23 maart 2011 bij toepassing van artikel 84, § 1, 2° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het belang om het aanvullend beroepssecundair onderwijs, afdeling « verpleegzorgen », in overeenstemming te zetten met de voormelde Europese Richtlijn 2005/36/EG, in het kader van de aanvullende ingebrekestelling; overtreding nr. 2008/2118, betreffende het niet-naleven van het gemeenschapsrecht wat de verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers betreft;

Overwegende dat de koninklijke besluiten van 12 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels om geregistreerd te worden als zorgkundige en tot vaststelling van de verpleegkundige activiteiten die de zorgkundigen mogen uitvoeren en de voorwaarden waaronder de zorgkundigen deze handelingen mogen stellen, in het onderwijs voor sociale promotie, geleid hebben tot de omvorming van de afdeling « Polyvalente helper voor diensten aan huis en in groep » tot twee nieuwe afdelingen « Gezinshelper » en « Zorgkundige » die haar zullen vervangen als toegangsvoorwaarde tot de studies van ziekenhuisverpleegkundige en ziekenhuisverpleegkundige richting geestelijke gezondheid en psychiatrie;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale promotie;

Na beraadslaging,

Artikel 1. Besluit: In artikel 1, 9e streepje, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995, worden de woorden « en de richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 » ingevoegd tussen de woorden « 1977 » en « , tijdens ».

Art. 2. In hetzelfde artikel worden tussen het 9e en het 10e streepje van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 de volgende woorden ingevoegd: « theoretisch en praktisch onderwijs: opleidingslestijden gevolgd door de student binnen de schoolinrichting om kennis, begrip en bekwaamheden te verwerven die noodzakelijk zijn om de globale gezondheidszorgen te organiseren, verlenen en evalueren zoals bepaald in artikel 31, 4, van de richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005 ».

Art. 3. In artikel 2, § 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 worden de woorden « zesendertig lestijden » vervangen door de woorden « achtendertig en een halve lestijd ».

Art. 4. In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 wordt een § 3bis toegevoegd, luidend als volgt: « De begeleide realisatie van de stageverslagen zoals bepaald in artikel 10 van dit besluit vormt een prestatievolume dat overeenstemt met anderhalve lestijd per week. Het klinisch onderwijs vertegenwoordigt dus 2 420 onderwijslestijden ».

Art. 5. § 4 van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 wordt geschrapt en vervangen door: « In de scholen omvat de opleiding 2 080 lestijden met theoretisch en praktijkonderwijs. De begeleide realisatie van een synthesewerk zoals bedoeld in artikel 11, § 2, van dit besluit, vormt een prestatievolume dat geëvalueerd wordt op een lestijd per week. Het theoretische en praktische onderwijs binnen de school vertegenwoordigt dus 2200 onderwijslestijden, verdeeld als volgt:

	1e	2e	3e
Verpleegkunde	480	360	320
Fundamentele wetenschappen	160	200	120
Sociale wetenschappen	40	40	40
Naar keuze van de inrichting	120	80	120
Methodologie, persoonlijke werken en onderzoek	40	40	40
TOTAAL	840	720	640

Art. 6. Artikel 4, § 1, 3° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995, wordt aangevuld met de punten *h*) en *i*), luidend als volgt:

« *h*) Kwalificatiegetuigschrift van zorgkundige van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift « zorgkundige » uitgereikt op het einde van een 7e beroepsjaar « zorgkundige » onderafdeling diensten aan personen door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan en getuigschrift van algemene bijkomende opleiding met een kwalificatiegetuigschrift van de sector van de dienst aan personen;

i) Kwalificatiegetuigschrift van gezinshelper van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift « gezinshelper » uitgereikt op het einde van een 6e beroepsjaar « gezinshelper » onderafdeling diensten aan personen door het hoger secundair onderwijs en getuigschrift van algemene vorming aanvullend bij een kwalificatiegetuigschrift van de sector van de dienst aan personen ».

Art. 7. Buiten artikel 6 dat uitvoering heeft op 1 september 2010, treedt dit besluit in werking op 1 september 2011.

Art. 8. De Minister van Gezondheid en de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale promotie worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 2011.

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector, Gezondheid en Gelijke kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET